

De l'Afghanistan à la Syrie

Etat des lieux de
l'opinion publique face
aux enjeux de défense

Guillaume Chevalier*

** Chargé d'études
au département « Opinion
et stratégies d'entreprises »
de l'Ifop*

En cette veille de 14-juillet, l'éventualité d'une intervention militaire internationale en Syrie et le transfert de contrôle de la province de la Kapisa par les troupes françaises aux forces armées afghanes replacent les enjeux de défense au cœur de l'agenda médiatique.

Le président de la République, récemment élu, confirmait il y a quelques semaines sa volonté de voir le retrait des troupes françaises combattantes d'Afghanistan débuter en juillet 2012, et s'achever avant la fin de cette année. En concrétisant l'une de ses promesses de campagne, François Hollande accélère la fin d'une mission engagée en 2001, au lendemain des attentats du 11-septembre. Le retrait d'Afghanistan devrait satisfaire ainsi une large majorité de Français, une part croissante de l'opinion publique remettant en cause depuis plusieurs années déjà le bien-fondé de l'intervention française dans cette région du globe. A travers la question du départ anticipé de nos soldats du principal théâtre d'opérations extérieures (OPEX) que la France a connu ces dernières années, se dessine l'attachement fragile et inégal des Français à leurs armées. Le grand public a ainsi globalement soutenu l'opération Harmattan en Libye, tout en apparaissant plus critique sur la présence de nos troupes en Afghanistan. En outre, et à mesure que se dissipe dans l'esprit des Français la menace terroriste, la prépondérance des questions de défense dans l'opinion semble devoir occuper l'arrière-plan face aux préoccupations économiques et sociales et aux enjeux de politique interne, pour réapparaître ponctuellement, au gré des événements.



De l'Afghanistan à la Syrie

Au cœur d'une société française qui pour une part croissante de sa population n'a connu ni le service militaire ni un conflit armé et alors que se distend *de facto* le lien entre la « Grande Muette » et la nation, l'Ifop a souhaité analyser et mettre en perspective, pour la Fondation Jean-Jaurès, le rapport que les Français entretiennent aujourd'hui avec les problématiques de défense, à travers notamment le soutien aux opérations extérieures passées, en cours ou à venir, de l'Afghanistan à la Syrie.

LA MONTÉE EN PUISSANCE DES GÉNÉRATIONS « DÉMILITARISÉES » ET UNE PERCEPTION DE LA MENACE TERRORISTE EN REcul

Au gré du renouvellement des générations, hormis l'engagement volontaire et la présence obligatoire à la journée « Défense et citoyenneté » (JDC, anciennement JAPD), le contact direct avec le milieu militaire s'est considérablement raréfié ces dernières années. Aujourd'hui, cinquante ans après les accords d'Evian, près des deux tiers de la population française (64 %) n'ont ainsi pas connu la guerre d'Algérie¹, dernier conflit majeur impliquant la France. Par ailleurs, la plupart des Français de moins de trente ans n'ont pas eu à effectuer leur service militaire, le dernier contingent ayant été appelé sous les drapeaux en 2001, il y a de cela onze ans.

A ces facteurs objectifs d'éloignement à l'égard de l'armée, s'ajoute un reflux palpable de la perception de la menace terroriste sur notre sol. En mars dernier, lors d'une période pourtant très fortement marquée par l'affaire Merah, seul un peu plus d'un Français sur deux (53 %) évaluait la menace terroriste comme étant « élevée » sur notre territoire.² Ce résultat parmi les plus bas enregistrés depuis que l'Ifop pose cette question aux Français (la première mesure datant d'octobre 2001, au lendemain des attentats du 11-septembre) révèle que si la tragédie de Montauban et Toulouse a marqué les esprits et ému les Français, elle n'a pas relancé la psychose sécuritaire consécutive aux attentats de grande ampleur ayant frappé New York en 2001 (64 % à l'époque), Madrid en 2004 (60 %) ou encore Marrakech en 2011 (78 %).

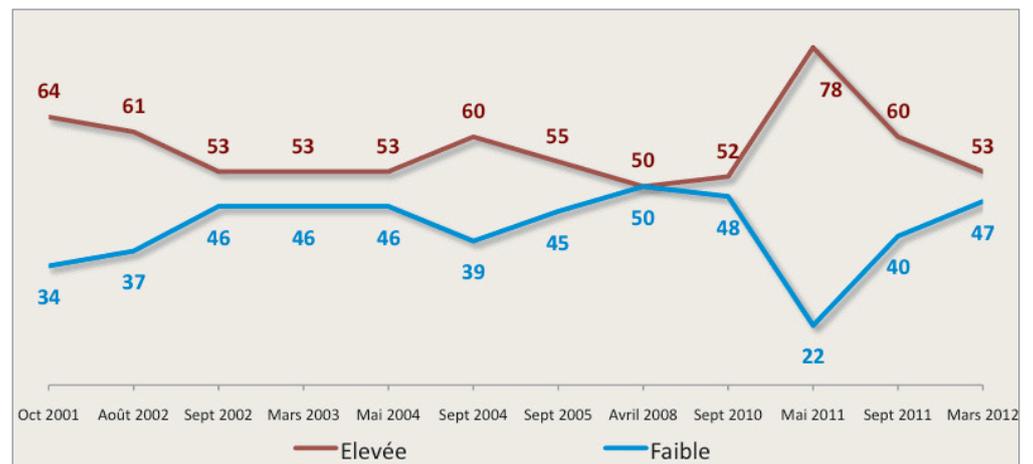
1. Données Insee issues du recensement de 2009.

2. Sondage Ifop pour *Dimanche Ouest-France*, réalisé par téléphone du 22 au 23 mars 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 977 personnes âgées de 18 ans et plus.

De l'Afghanistan à la Syrie

Perception de la menace terroriste en France

Question : Comment évaluez-vous la menace terroriste dans notre pays aujourd'hui ?



Sans la persistance d'un sentiment intense de menace sur notre sol, laissant loin derrière eux les enjeux de la Guerre Froide et observant de manière détachée des conflits lointains et gérés par une armée de métier, deux tiers des Français peinent à identifier des ennemis conventionnels et font du terrorisme international le principal adversaire de la France dans le monde (66 %).³

Autre élément pouvant expliquer le détachement des Français à l'égard des questions de défense, les attentes de l'opinion se concentrent logiquement en temps de crise sur des problématiques économiques et sociales internes (pouvoir d'achat, emploi...) davantage que sur le contexte international. Ainsi, interrogés en mars 2012⁴, 37 % des Français faisaient des budgets alloués à la défense et à l'armée le secteur à cibler en priorité en matière de baisse des dépenses en cas de restriction sur les budgets publics, faisant des moyens dédiés aux armées une variable d'ajustement économique, en dépit des efforts déjà consentis suite à la parution du Livre blanc de la défense nationale en 2008 et au remodelage de la carte militaire.

3. Sondage Ifop pour le *Journal du Dimanche*, réalisé par téléphone du 10 au 11 juillet 2008 auprès d'un échantillon national représentatif de 960 personnes âgées de 18 ans et plus.

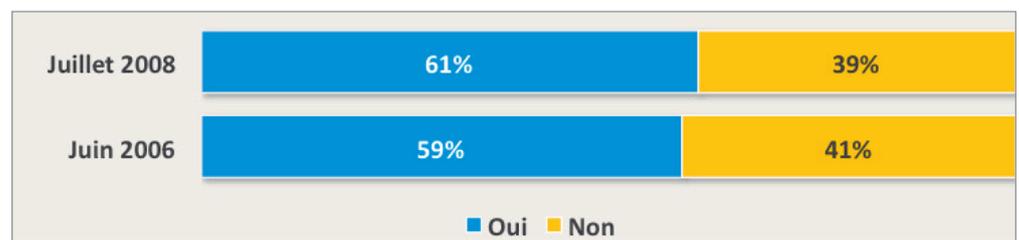
4. Sondage Ifop pour le Mouvement de la Paix, réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 12 au 15 mars 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 984 personnes âgées de 18 ans et plus.

De l'Afghanistan à la Syrie

Pourtant, malgré tous ces éléments et allant à rebours de l'idée d'une distanciation irréversible entre la défense et la nation, l'évolution vers la professionnalisation des armées s'accompagne de l'émergence d'un sentiment de nostalgie : privés de conscription, 61 % des Français déploraient en 2008 la suppression du service militaire obligatoire. Si les regrets concernant la disparition du service national sont, sans surprise, plus marqués auprès des Français de plus de 35 ans (69 %), ils n'en demeurent pas moins importants chez ceux qui ne l'ont pas ou peu vécu (41 % auprès des moins de 35 ans). Seules deux catégories de la population s'émeuvent moins de la suppression du service militaire obligatoire : les jeunes âgés de 18 à 24 ans (28 %) et les professions libérales et cadres supérieurs (36 %). Pouvant également témoigner de l'attachement aux valeurs portées par la défense, l'idée d'instaurer un serment d'allégeance aux armes lors de la journée « Défense et citoyenneté », proposition de l'UMP ayant à l'époque suscité la polémique, était approuvée par 62 % des Français interrogés en septembre 2011.⁵

Les regrets à l'égard de la suppression du service militaire obligatoire

Question : Douze ans après, regrettez-vous la suppression du service militaire obligatoire ?



L'émergence des nouvelles générations dans la société française et les recompositions stratégiques internationales des vingt dernières années laissent paraître un attachement mitigé à l'égard de l'armée : la prévalence des questions internes, sociales comme économiques, affecte logiquement l'importance relative accordée aux questions de défense, d'autant plus que le sentiment d'une menace terroriste ou armée sur notre sol recule.

5. Sondage Ifop pour *France Soir*, réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 20 au 22 septembre 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1005 personnes âgées de 18 ans et plus.



De l'Afghanistan à la Syrie

Dans ce contexte de distanciation, c'est sans doute dans les opérations extérieures, de l'Afghanistan à la Syrie, que résident les meilleurs indicateurs du soutien de l'opinion publique à l'égard des armées.

L'AFGHANISTAN, LA CRAINTE DE L'ENLÈVEMENT ET LA RECHERCHE D'UNE LÉGITIMITÉ

Engagée dans le sillage des Etats-Unis contre le régime taliban en 2001, l'intervention française en Afghanistan, dont les opérations ont coûté la vie à 87 de nos militaires à ce jour, constitue la plus importante mission, en hommes et en moyens, endossée par nos armées depuis la deuxième guerre du Golfe. Lors des premiers combats d'octobre 2001 et avant que les premiers soldats français ne foulent le sol d'Afghanistan, une majorité de Français exprimait son soutien à l'opération voulue par l'administration Bush et entérinée par le Conseil de sécurité des Nations unies : 55 % des personnes interrogées se déclaraient alors favorables à l'engagement français en Afghanistan, soutenant l'ambition de voir chuter le régime taliban de Kaboul et plus largement de lutter contre le terrorisme international.

A l'instar de la plupart des conflits s'inscrivant dans la durée, la vigueur du soutien populaire « à l'arrière » a constitué depuis onze ans un défi pour les états-majors et les forces politiques. Au gré des pertes françaises, des dommages collatéraux et des difficultés à rendre visibles en France les résultats d'un conflit lointain, le soutien des Français à l'intervention militaire dans cette région du globe n'a cessé de faiblir. Ainsi, l'approbation de l'opinion a été plus que réduite par deux en dix ans, pour atteindre 24 % lors de la dernière mesure effectuée en août 2011.⁶ Entretemps et graduellement, la part de Français favorables à la guerre n'a cessé de décroître : 36 % soutenaient encore l'engagement français en août 2009, 29 % en juillet 2010, 28 % en février 2011 et donc 24 % en août dernier. Il convient de noter que la dégradation du soutien fait notamment suite aux nombreuses pertes françaises après 2008, année de l'embuscade de la vallée d'Uzbin ayant coûté la vie à dix de nos soldats et ayant marqué un tournant stratégique et une

6. Sondage Ifop pour *L'Humanité*, réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 17 au 19 août 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus.

De l'Afghanistan à la Syrie

intensification du conflit : pour mémoire, quatorze soldats français sont tombés avant 2008, 73 depuis lors.

L'approbation des Français concernant l'intervention militaire en Afghanistan

Question : Etes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à l'intervention militaire française en Afghanistan ?

- Récapitulatif : Total Favorable -



Dans le détail, le profil-type des personnes soutenant la guerre en Afghanistan lors de la dernière mesure, effectuée en août 2011, était le suivant : l'approbation était sensiblement plus élevée auprès des hommes (29 %), des Français âgés de 65 ans et plus (31 %) et enfin des sympathisants du MoDem (30 %) et de l'UMP (46 %). Notons qu'entre 2001 et 2011, le soutien a particulièrement décliné auprès des personnes âgées de 50 à 64 ans (-42 points en dix ans), des ouvriers (-45 points) et des sympathisants de droite (-36 points).

Le recul du soutien du public peut notamment s'expliquer par le sentiment qu'un risque d'enlèvement pèse sur nos troupes (87 % des Français partageaient cette idée en août dernier) et que la situation sur place, jugée complexe, expose trop nos soldats (94 %). Surtout, alors qu'en 2001, quelques semaines après les attentats du 11-septembre, la lutte contre le terrorisme international avait servi à légitimer la guerre, seuls 44 % des Français considéraient encore aujourd'hui que la présence française en Afghanistan est nécessaire et utile pour lutter contre cette menace. Entretemps, le régime taliban est tombé, le terrorisme s'est recomposé et rien ni personne n'a su empêcher les drames de Londres ou de Madrid. Autre enjeu mis à mal, l'apport de la France pour faire progresser la démocratie en Afghanistan n'est plus reconnu que par 38 % des sondés, contre 42 % en 2009. Au final, et d'autant plus que les Français redoutent l'enlèvement et l'exposition inutile des troupes à des menaces mal identifiées, la lutte contre le terrorisme et pour la

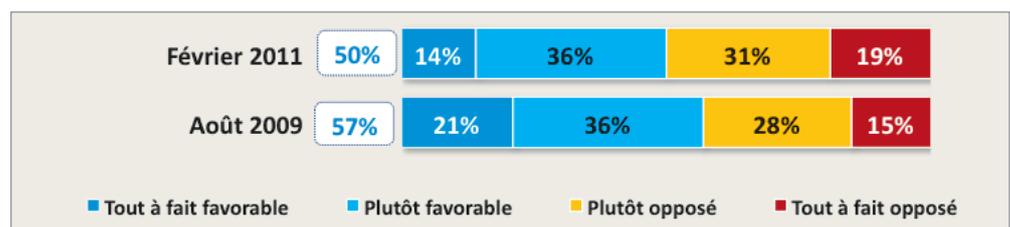
De l'Afghanistan à la Syrie

démocratie ne s'impose plus comme un motif d'intervention suffisamment valable pour être perçu comme légitime.

En écho aux doutes de l'opinion publique française, nos alliés ont-ils la même perception des enjeux afghans ? En février 2011, l'Ifop a interrogé en parallèle Français et Américains⁷, cette étude montrant que l'intensité du soutien au conflit se maintient à un niveau nettement plus important outre-Atlantique. Ainsi 50 % des Américains interrogés l'an dernier se déclaraient favorables à l'intervention militaire américaine en Afghanistan, contre 28 % des Français. S'il est très supérieur à celui relevé en France, le niveau de soutien des Américains s'érode toutefois, puisqu'il atteignait 57 % deux ans plus tôt, en août 2009. Pour rappel, les États-Unis déploient actuellement plus de 90 000 soldats sur place, et la guerre a déjà provoqué la mort de plus de 2 000 d'entre eux depuis 2001. Au sein de l'opinion publique américaine et dans le détail, le soutien apparaît plus marqué chez les républicains (65 %), au pouvoir au moment du déclenchement de la guerre en 2001, que chez les démocrates (46 %).

L'approbation dans l'opinion américaine de l'intervention militaire américaine en Afghanistan

Question : Etes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à l'intervention militaire américaine en Afghanistan ?



En dépit d'un niveau de soutien assez inégal, Américains et Français partageaient toutefois en 2011 deux idées majeures quant au conflit : 92 % des Américains (et 90 % des Français) estimaient que la situation en Afghanistan est très difficile et que les troupes occidentales y sont très exposées et, pour 85 % d'entre eux (88 % en France), gardant sans doute en mémoire le traumatisme du Vietnam, il y existe un véritable risque

7. Sondage Ifop pour *L'Humanité*, réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 9 au 14 février 2011.

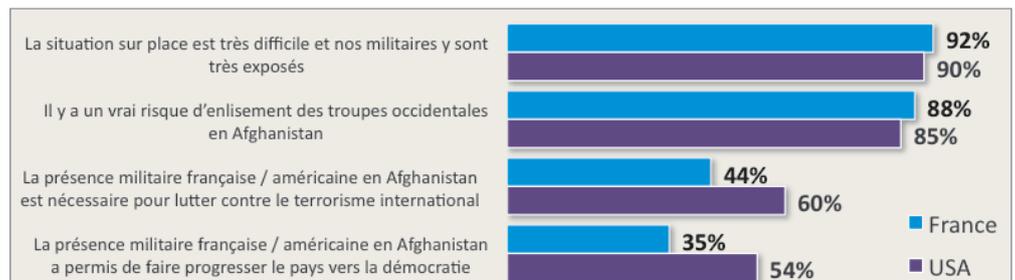
De l'Afghanistan à la Syrie

d'enlèvement des forces armées occidentales. La vraie différence de point de vue se situait donc ailleurs, en l'occurrence dans la légitimation des objectifs poursuivis par les troupes alliées : 60 % des Américains jugeaient que la présence militaire en Afghanistan est nécessaire pour lutter contre le terrorisme international, quand seulement 44 % des Français partageaient ce point de vue. En outre, une majorité d'Américains (54 %) pensait que la guerre a permis de faire progresser le pays vers la démocratie, un sentiment partagé par 35 % des Français seulement, soit près de vingt points de moins. Toutefois, le regard de l'opinion publique américaine a évolué sur ces deux derniers points entre 2009 et 2011 : la nécessité d'employer la force pour lutter contre le terrorisme international a ainsi reflué de six points (de 66 % à 60 %) quand, dans le même temps, l'impact de la guerre pour installer une démocratie n'est plus reconnu que par 54 % des Américains en 2011, contre 59 % en 2009.

L'approbation d'opinions concernant la situation en Afghanistan

Question : Pour chacune des opinions suivantes que l'on entend parfois sur l'Afghanistan, diriez-vous que vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ?

- Récapitulatif : Plutôt d'accord -



Deuxième pourvoyeur de troupes en Afghanistan, le Royaume-Uni, qui a perdu plus de 400 hommes durant le conflit, exprime aussi en janvier 2010 un soutien à la guerre plus ferme que celui des Français. Interrogés en même temps sur la légitimité d'un renforcement de l'engagement⁸, les Français sont alors deux fois moins enclins que leurs alliés britanniques (41 % contre 20 %) à envoyer des forces supplémentaires. Notons que le retrait des 10 000 soldats britanniques est prévu pour la fin de l'année 2014.

8. Sondage Ifop pour *L'Humanité*, réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 8 au 22 janvier 2010.



De l'Afghanistan à la Syrie

DE LA LIBYE À LA SYRIE, L'OMBRE DE L'AFGHANISTAN PÈSE SUR LE SOUTIEN DE L'OPINION PUBLIQUE À DE NOUVELLES INTERVENTIONS

De mars à août 2011, la guerre en Libye, en grande partie engagée à la demande de la France, a bénéficié d'un soutien de l'opinion publique assez fort mais friable. Constituant une guerre de quelques mois, sans engagement de troupes au sol, sans pertes françaises et avec le succès opérationnel que l'on connaît, l'opération Harmattan n'a pas eu le temps de pâtir de la désapprobation des Français. Ainsi, aux premiers jours de l'opération (mars 2011), 66 % des personnes interrogées se déclaraient favorables à l'intervention de la coalition militaire contre les forces du colonel Kadhafi, ce taux ayant très fortement progressé (+30 points par rapport à une mesure datant de début mars 2011) dans un réflexe d'union patriotique dès les premiers engagements d'avions français sur le terrain.

A titre de comparaison, rappelons que 55 % des Français soutenaient la guerre en Afghanistan en octobre 2001. Près de trois mois après le début des opérations aériennes lancées par la coalition occidentale, 55 % des Français déclaraient encore être favorables à l'intervention militaire voulue par la France contre les forces loyalistes du régime libyen, 15 % se disant même tout à fait favorables au conflit. Bien que dix points en deçà de la première mesure, réalisée aux prémices de la guerre, l'approbation de l'intervention semblait se stabiliser après l'érosion progressive des semaines précédentes. L'annonce en mai 2011 d'un renforcement des moyens, avec l'envoi d'hélicoptères de combat, témoignant de l'impact limité des frappes aériennes et d'un changement de stratégie des états-majors, ne suscitait donc pas, *a priori*, de renforcement du sentiment d'enlisement auprès de l'opinion. L'absence de pertes dans le camp de la coalition et de nombreuses victimes civiles « collatérales » lors des frappes ont donc maintenu le soutien de l'opinion à un niveau majoritaire pendant plusieurs semaines.

Cette approbation deviendra de peu minoritaire à partir de juin 2011 (49 %) et jusqu'en août, date de la dernière mesure (49 %), deux mois avant la mort du leader libyen. Lors de cette dernière enquête, réalisée en août 2011⁹, on notait qu'en matière de proximité

9. Sondage Ifop pour *L'Humanité*, réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 2 au 5 août 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus.

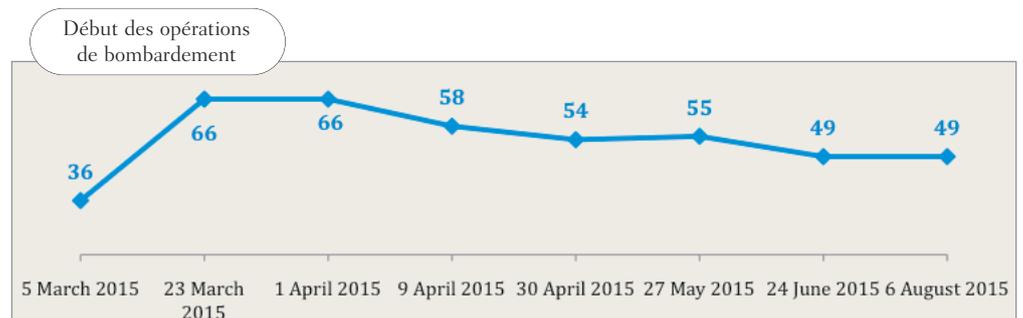
De l'Afghanistan à la Syrie

politique, l'opposition la plus marquée émanait des voix les plus « extrêmes » : les sympathisants Lutte ouvrière et NPA d'une part, défendant plus volontiers une posture pacifiste, et ceux du Front national, plus isolationnistes, d'autre part, sont apparus comme les plus prompts à s'y opposer. A l'inverse, les hommes (56 % de soutien), les personnes âgées de 65 ans et plus (54 %) et les soutiens de l'UMP et du MoDem (65 % et 64 %) ont été les catégories de population soutenant le plus l'intervention militaire de la coalition.

L'approbation de l'intervention militaire en Libye

Question : Etes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable à l'intervention de la coalition militaire en Libye composée notamment de la France, du Royaume Uni et des Etats-Unis contre les forces du Colonel Kadhafi ?

- Récapitulatif : Total favorable -

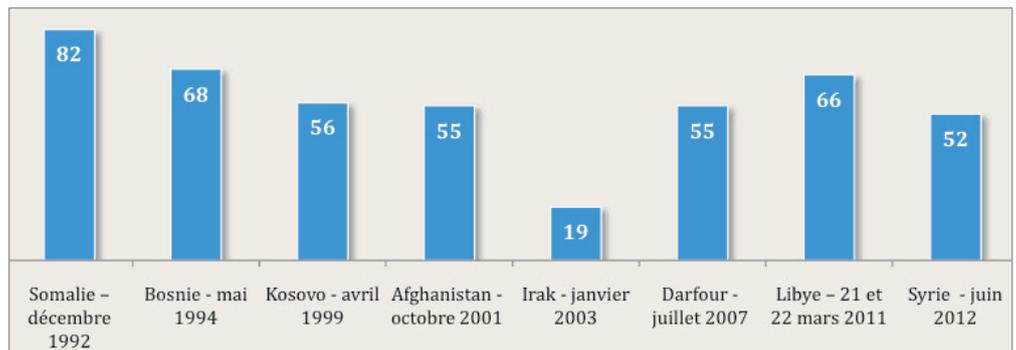


Le soutien à l'engagement en Libye, du moins celui mesuré aux premiers jours du conflit, se distingue comme le plus populaire depuis la guerre en Bosnie en 1994 (68 %). Il se situe ainsi à un niveau supérieur à celui mesuré pour une intervention au Darfour en 2007 (55 %), au Kosovo en 1999 (58 %), et plus encore s'agissant du conflit en Irak en janvier 2003 (19 %), conflit très impopulaire à l'époque et pour lequel la France a refusé son concours. Seules deux interventions, au cours des vingt dernières années, ont été davantage encouragées dans l'opinion publique que la guerre en Libye : il s'agit de l'opération « Restore Hope » en Somalie en 1992 (82 %) et de la Bosnie-Herzégovine en 1994 (68 %).

De l'Afghanistan à la Syrie

L'approbation de l'intervention militaire française sur différents conflits

- Récapitulatif : Total favorable -



Contrairement aux différences de soutien relevées s'agissant de l'Afghanistan, en juin 2011¹⁰, l'interrogation en parallèle des Français et des Britanniques témoignait d'un niveau de soutien au conflit en Libye relativement proche entre la Grande-Bretagne et la France (54 % contre 49 %).

Au final, l'approbation par l'opinion publique de l'intervention de la France en Libye n'a eu de cesse de s'éroder, mais est restée importante jusqu'au bout, profitant d'une guerre courte et sans dommage pour nos troupes. La guerre en Libye s'inscrit donc comme l'antithèse de l'Afghanistan, et c'est avec, à l'esprit, ces deux conflits très différents que se pose aujourd'hui pour les Français la question de l'intervention en Syrie.

La question d'un engagement armé des forces internationales en Syrie domine actuellement l'agenda diplomatique, mais reste suspendue à plusieurs éléments, dont l'échec éventuel du plan de paix des Nations unies. Quoi qu'il adviene, l'opinion publique française se montre tout juste majoritairement favorable à une intervention sous l'égide de l'ONU (52 %)¹¹, mais semble nettement plus rétive à l'idée d'un engagement de la France sur ce nouveau front (42 %). L'adhésion de l'opinion française à une intervention militaire des Nations unies en Syrie a de surcroît sensiblement reculé

10. Sondage Ifop pour *L'Humanité*, réalisé par questionnaire auto-administré en ligne, du 21 au 28 juin 2011.

11. Sondage Ifop pour Atlantico.fr, réalisé par questionnaire auto-administré en ligne en France, en Allemagne, en Espagne et en Italie du 18 au 21 juin 2012.

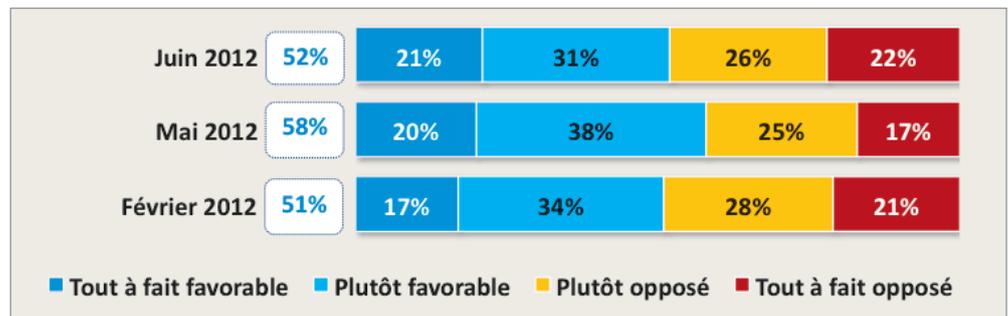
De l'Afghanistan à la Syrie

entre mai et juin 2012 (-6 points). On peut relier ce tassement dans l'opinion à l'absence de résultats probants émanant des négociations diplomatiques actuelles, à la sensation que les gouvernements tergiversent, à la prise de conscience de la puissance de feu du régime de Bachar el-Assad et à la complexité des enjeux sur le terrain.

En termes de proximité politique, on note que les sympathisants de l'UMP (56 %) et du Parti socialiste (60 %) s'entendent aujourd'hui sur la nécessité d'un engagement en Syrie, les plus réticents se comptant parmi les personnes se déclarant proches d'Europe Ecologie-Les Verts (44 %), sans doute culturellement plus pacifistes, et du Front national (42 %), pour leur part plus isolationnistes.

L'approbation de l'intervention militaire des Nations unies en Syrie

Question : Vous savez que, depuis plusieurs mois, des affrontements et des combats ont lieu en Syrie qui s'enfoncent dans la guerre civile. Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable à une intervention militaire des Nations unies en Syrie ?



Lorsque l'on compare ces résultats avec ceux obtenus chez nos voisins, l'adhésion européenne à un engagement armé des Nations unies en Syrie apparaît tout d'abord inégale : les Espagnols (65 %) et les Français (52 %) sont majoritairement favorables à une telle intervention militaire, à l'inverse de leurs voisins allemands (45 %) et italiens (43 %). L'écart de positionnement entre la France et l'Allemagne ou l'Italie n'est toutefois pas si marqué, puisque 21 % des Français y sont « tout à fait favorables », contre 18 %, soit un score relativement proche, chez nos deux voisins. L'opinion espagnole se singularise donc en se prononçant plus nettement en faveur d'une intervention sous l'égide des Nations unies.



De l'Afghanistan à la Syrie

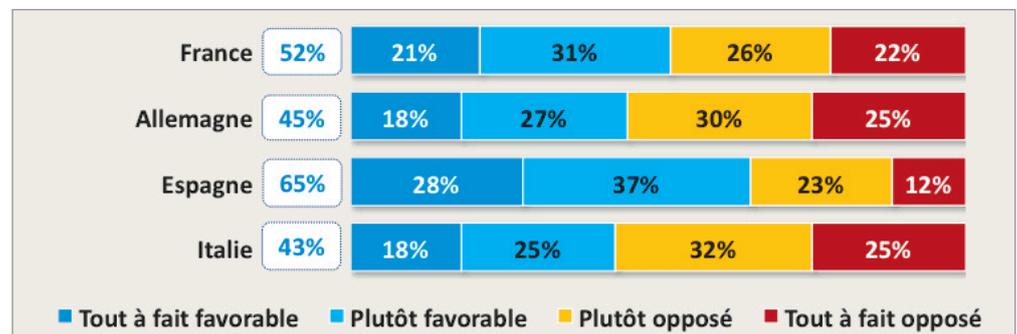
L'instabilité régionale et les incertitudes qui pèsent sur l'issue du conflit syrien inspirent donc la méfiance des Européens, surtout si l'engagement impliquait la présence de leur propre pays. Ainsi, environ deux tiers des Italiens (68 %) et des Allemands (64 %) ne veulent pas que leur pays intervienne directement, contre 58 % des Français. De plus, relativisant ainsi leur soutien à un engagement militaire de l'ONU, les Espagnols s'opposeraient à 56 % à une intervention de leur propre pays...

Parmi les hypothèses pouvant expliquer les écarts du niveau de soutien d'un pays à l'autre, le souvenir de l'engagement en Libye l'an passé et les contextes politiques divergents constituent des éléments à prendre en compte. Il est probable que les populations interrogées dans ces quatre pays soit inégalement conscientes des coûts, en hommes comme en moyens, qu'un tel conflit suppose : l'Espagne a par exemple engagé un peu moins de moyens militaires en Libye ou en Afghanistan que les trois autres pays. De manière générale, et justifiant sans doute la réticence des Européens, la montée en intensité des combats n'a pas particulièrement affaibli le régime de Bachar el-Assad. En outre, prime sans doute le sentiment que plus le conflit s'installe, à l'image de l'Afghanistan, plus la probabilité d'une guerre longue et donc à l'issue incertaine se développe. Pour autant, dans le détail, et dans ces quatre pays, certains profils se distinguent comme soutenant plus particulièrement l'idée d'une intervention en Syrie : le soutien des opinions publiques européennes s'avère avant tout masculin et plus marqué parmi les catégories socioprofessionnelles supérieures, traditionnellement plus impliquées dans les problématiques internationales, quand les milieux populaires, globalement moins favorables à la guerre, se focalisent davantage sur les problèmes nationaux.

De l'Afghanistan à la Syrie

L'approbation de l'intervention militaire des Nations unies en Syrie

Question : Vous savez que, depuis plusieurs mois, des affrontements et des combats ont lieu en Syrie qui s'enfoncent dans la guerre civile. Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable à une intervention militaire des Nations unies en Syrie ?



On le voit, l'ombre de l'Afghanistan pèse autant voire davantage que les succès libyens dans la perception d'une éventuelle intervention en Syrie : les Français apparaissent divisés voire réticents à l'idée de s'engager dans un conflit dont l'issue incertaine rappelle les onze années de guerre afghane. Pour autant, dans l'éventualité d'une intervention internationale en Syrie, rappelons que l'impression laissée par la guerre d'Afghanistan a sans doute provoqué, en son temps, un certain nombre de craintes dans l'opinion publique française avant le début des frappes de mars 2011 sur la Libye, et que ces doutes ont été en partie effacés par les premiers résultats probants parvenus du terrain.

Témoins et acteurs d'une certaine prise de distance avec l'armée, les Français se distinguent comme globalement moins « bellicistes » que leurs alliés et se montrent également et légitimement préoccupés par les enjeux économiques et sociaux actuels. Le soutien apporté à l'opération Harmattan et à la guerre d'Afghanistan a surtout démontré que l'opinion publique est prête à défendre ses troupes si elle juge l'action légitime, mais également courte, et avec le moins de pertes possible. C'est sans doute à ce prix que les Français pourraient majoritairement soutenir un éventuel engagement contre le régime syrien et, par là même, préserver ainsi un lien privilégié avec les armées.